

No. 40732

**France
and
Senegal**

**Convention on establishment between the Government of the French Republic and
the Government of the Republic of Senegal. Paris, 25 May 2000**

Entry into force: *1 September 2003 by notification, in accordance with article 13*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 17 November 2004*

**France
et
Sénégal**

**Convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République du Sénégal. Paris, 25 mai 2000**

Entrée en vigueur : *1er septembre 2003 par notification, conformément à l'article 13*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 17 novembre 2004*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D' ETABLISSEMENT ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République du Sénégal, d'autre part,

Considérant les liens d'amitié existant entre les deux pays.

Désireux d'assurer à leurs nationaux respectifs, sur le territoire de l'autre Etat, un statut conforme aux rapports entre les deux pays sur la base de la réciprocité, de l'égalité, du respect et de l'intérêt mutuels,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Tout national de l'une des Parties contractantes jouit des libertés publiques sur le territoire de l'autre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet Etat.

Sont notamment garantis, conformément aux principes énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le libre exercice des activités culturelles, religieuses, économiques, professionnelles, sociales, de religion et du culte, d'opinion, d'expression, de réunion, d'association et la liberté syndicale.

Ces droits et libertés s'exercent conformément à la législation en vigueur sur le territoire de chacune des Parties contractantes.

Article 2

Les nationaux de chacune des Parties contractantes entrent sur le territoire de l'autre Partie, y voyagent, y établissent leur résidence dans le lieu de leur choix et en sortent à tout moment, dans les conditions définies par la Convention relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble une annexe)¹ signée à Dakar le 1er août 1995.

Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de chaque Etat de prendre à l'égard d'une ou plusieurs personnes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, à la protection de la santé et de la sécurité publiques.

Article 3

Les nationaux de chacune des Parties contractantes ont accès aux juridictions de l'autre Partie dans les mêmes conditions que les nationaux de cette dernière Partie.

1. Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2179, I-38367

Les nationaux de chacune des Parties contractantes jouissent sur le territoire de l'autre Partie, dans les mêmes conditions que les nationaux de cette Partie, du droit d'investir des capitaux, d'acquérir, de posséder, de gérer ou de louer tous biens meubles et immeubles, droits et intérêts, d'en jouir et d'en disposer sauf dérogation imposée par des motifs d'ordre public.

Article 4

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder sur son territoire un traitement juste et équitable aux biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants de l'autre Partie, à leur assurer la pleine protection légale et judiciaire et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit pas entravé.

Article 5

Les nationaux de chacune des deux Parties contractantes peuvent exercer sur le territoire de l'autre Partie des activités commerciales, agricoles, industrielles ou artisanales ainsi que des activités salariées, sauf dérogation justifiée par la situation économique et sociale de cette Partie.

Les nationaux de chacune des deux Parties contractantes peuvent être autorisés sur le territoire de l'autre Partie à exercer une profession libérale selon les modalités définies par la législation de cette dernière Partie.

Article 6

Aucun national de l'une des Parties contractantes ne peut être frappé, sur le territoire de l'autre Partie, d'une mesure arbitraire ou discriminatoire de nature à compromettre ses biens ou ses intérêts, notamment lorsque ceux-ci consistent en une participation directe ou indirecte à l'actif d'une société ou autre personne morale. Ces biens ne peuvent être l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique ou de nationalisation que moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité.

Article 7

Les nationaux français, personnes physiques ou morales régulièrement établis sur le territoire sénégalais à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention peuvent continuer à y exercer librement leurs activités.

Les nationaux sénégalais, personnes physiques ou morales régulièrement établis sur le territoire français à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention peuvent continuer à y exercer librement leurs activités.

Article 8

Est considéré comme régulièrement établi, tout national de l'une des Parties qui se trouve sur le territoire de l'autre Partie dans les conditions définies par la Convention

franco-sénégalaise relative à la circulation et au séjour des personnes signée à Dakar le 1er août 1995.

La présente définition ne porte pas atteinte à la situation juridique des ressortissants de l'une des Parties établis, sur le territoire de l'autre Partie, antérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention visée à l'alinéa précédent.

Article 9

Lorsque l'une des Parties décide de prendre une mesure d'expulsion à l'encontre d'un ressortissant de l'autre Partie, elle en informe sans délai l'autorité consulaire compétente.

Article 10

Chacune des Parties contractantes reconnaît de plein droit, sous réserve de la conformité de leur constitution et de leur objet à son ordre public, la personnalité juridique des sociétés civiles et commerciales légalement constituées sur le territoire de l'autre Partie et y ayant leur siège.

Les personnes morales de chacune des Parties contractantes sont assimilées aux personnes physiques de cette Partie pour tous les droits énoncés dans la présente Convention dont une personne morale peut être titulaire.

Article 11

En cas de difficulté, les deux Parties chercheront un règlement amiable par la voie diplomatique et pourront, en tant que de besoin, réunir une Commission ad hoc, à la demande de l'une ou l'autre Partie.

Article 12

La présente Convention s'applique:

- pour la France, au territoire métropolitain de la République française ainsi qu'à ses départements d'outre-mer,
- pour le Sénégal, à l'ensemble du territoire de la République du Sénégal.

Article 13

La présente Convention abroge et remplace la Convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal du 29 mars 1974.

Elle est conclue pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes.

La dénonciation devra être notifiée par la voie diplomatique six mois avant l'expiration de chaque période.

La présente Convention entrera en vigueur après l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises dans chaque Etat. Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement desdites procédures en ce qui la concerne. La Convention prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception de la dernière notification.

Fait à Paris, le 25 Mai 2000, en double exemplaire original en langue française.

Pour le Gouvernement de la République française :

CHARLES JOSSELIN
Ministre délégué pour la Coopération et à la francophonie

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal:

CHEIKH TIDIANE GADIO
Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ON ESTABLISHMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUB-
LIC OF SENEGAL

The Government of the French Republic, on the one hand, and
The Government of the Republic of Senegal, on the other,
Considering the ties of friendship existing between the two countries,

Desiring to ensure that their respective nationals in the territory of the other State enjoy a status in keeping with the relations between the two countries based on reciprocity, equality and mutual interest,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

The nationals of either Contracting Party shall, in the territory of the other Party, enjoy civil liberties under the same conditions as the nationals of that Party.

In accordance with the principles set forth in the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the free exercise of cultural, religious, economic, professional and social activities, freedom of religion, opinion, expression, assembly and association and the freedom to form or join trade unions shall be specifically guaranteed.

These rights and freedoms shall be exercised in accordance with the laws in force in the territory of each Contracting Party.

Article 2

The nationals of either Contracting Party may enter the territory of the other Party, travel and reside therein in the place of their choice, and leave at any time, under the conditions set forth in the Convention on the movement and sojourn of persons (annexed)¹ signed in Dakar on 1 August 1995.

This provision shall not impair the right of each State to take the measures necessary for the maintenance of law and order and the protection of public health and safety.

Article 3

The nationals of either Contracting Party shall have access to the courts of law of the other Party under the same conditions as the nationals of that Party.

The nationals of either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the right to invest capital, to acquire, possess, manage or rent movable and immovable

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2179, No. I-38367

property, rights and interests, and to use and dispose thereof, unless a departure from that rule is required for reasons of law and order.

Article 4

Each of the Contracting Parties shall undertake to accord in its territory just and equitable treatment to the property, rights and interests of nationals of the other Party, to grant them the full protection of the law and of the courts, and to ensure that there shall be no impediment to the exercise of the right thus recognized.

Article 5

Nationals of each of the two Contracting Parties may, in the territory of the other Party, engage in commercial, agricultural, industrial and handicraft activities and paid employment, except when the economic and social situation of that Party justifies a departure from that rule.

The nationals of either Contracting Party may be authorized to practise a profession in the territory of the other Party, in the manner specified by the laws of that Party.

Article 6

No national of either Contracting Party may be the object in the territory of the other Party of any arbitrary or discriminatory measure of a kind liable to endanger his property or his interests, in particular those consisting directly or indirectly of a share in the assets of a company or other legal entity. Such property may be expropriated for public purposes or nationalized only if fair compensation is paid in advance.

Article 7

French nationals, natural persons or legal persons who are legally established in Senegalese territory on the date of entry into force of this Convention may continue freely to engage in their activities there.

Senegalese nationals, natural persons or legal persons who are legally established in French territory on the date of entry into force of this Convention may continue freely to engage in their activities there.

Article 8

A national of one of the Parties who is present in the territory of the other Party under the conditions set forth in the French-Senegalese Convention on the movement and sojourn of persons signed at Dakar on 1 August 1995 shall be considered to be legally established.

This definition shall not affect the legal status of nationals of one Party established within the territory of the other Party prior to the entry into force of the Convention referred to in the previous paragraph.

Article 9

When one of the Parties decides to expel a national of the other Party, it shall immediately notify the competent consular authority.

Article 10

Each of the Contracting Parties shall automatically recognize the legal personality of non-trading and trading companies that have been legally incorporated in the territory of the other Party and have established their head office therein, providing that their structure and purpose are in accordance with the laws of that Party.

The bodies corporate of each of the Contracting Parties shall be treated like individuals of that Party in respect of the enjoyment of all the rights specified in this Convention to which a body corporate may be entitled.

Article 11

In the event of any difficulty, the two Parties shall seek a friendly settlement through the diplomatic channel and may convene an ad hoc commission at the request of either Party, should this prove necessary.

Article 12

This Convention shall apply:

- For France, in the metropolitan territory of the French Republic and its Overseas Departments,
- For Senegal, throughout the territory of the Republic of Senegal.

Article 13

This Convention shall abrogate and replace the Convention on establishment between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Senegal of 29 March 1974.

It is concluded for a period of five years from the date of its entry into force and may be renewed annually by tacit agreement, unless it is denounced by one of the Contracting Parties.

Notification of such denunciation shall be made through the diplomatic channel six months prior to the expiry of each period.

This Convention shall enter into force when the Parties have notified each other that the required internal procedures have been completed. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following receipt of the last notification.

Done in Paris, on 25 May 2000, in two original copies in the French language.

For the Government of the French Republic:

CHARLES JOSSELIN
Minister Delegate for Cooperation and Francophone Affairs

For the Government of the Republic of Senegal:

CHEIKH TIDIANE GADIO
Minister for Foreign Affairs and Senegalese Abroad

